



### L'identité nationale en débat

Revue «Regards sur l'actualité», 358, 2010

Dans la rubrique « instantanés », une place est consacrée à l'accord de Copenhague sur « les changements climatiques » considéré par l'auteur comme n'ayant pas apporté les résultats escomptés initialement. Un demi échec cependant qui permet des retombées bénéfiques pour les pays les plus pauvres. Les auteurs présentent, dans un autre espace, la réforme du lycée qui entrera progressivement en vigueur à partir de la rentrée 2010 avec des mesures phares dont la réduction du nombre d'heures d'enseignements d'histoire géographie en classe de Terminale S. Une décision qui paraît paradoxale à l'heure où le gouvernement engage un débat sur l'identité nationale, dont ces disciplines représentent un fondement depuis la III<sup>ème</sup> République.

Dans le dossier central, ce numéro décline quatre contributions. La première met en exergue la part de Marseille, ville ouverte sur le monde depuis plus de vingt six siècles, aux débats engagés dans les Préfectures et sous-préfectures sur la question de l'identité nationale. D. Schnapper, dans la deuxième, préfère utiliser le concept d'identification, un processus dynamique qui concourt à favoriser la convergence autour des symboles qui composent la Nation en France. Elle le préfère à celui d'identité synonyme d'immobilisme.

La troisième contribution, de Th. Leterre, s'interroge sur les perceptions des français de l'altérité dans une société plurielle. Celles-ci se fondent, pour lui, non sur les comportements des autres, considérés comme différents, mais ce qu'il estime être comme le produit de nos propres préjugés. Il termine son propos par l'invitation à développer un esprit critique où nos visions du monde apprennent à être sensibles à « nos similitudes au sein de nos dissemblances. »

Pour sa part, D. Lapeyronnie, inscrit ce débat dans une perspective historique qui a progressivement amenée la France à construire une conception nationaliste de l'Etat-Nation, basée sur le principe de « l'homogénéité culturelle plus que [sur]...l'égalité civique » comme vecteur de l'intégration sociale. Or, dans un contexte d'ouverture économique mondiale qui génère notamment une dégradation du niveau de vie de certaines catégories sociales, ce qui prime chez les décideurs politiques c'est de préserver la « cohésion sociale » pour lutter contre les exclusions tout en favorisant la promotion du pouvoir d'agir des acteurs sociaux et la compétition entre eux. Ces choix politiques font, selon Lapeyronnie, que ce débat sur l'identité nationale se présente davantage comme une réaction communautaire, défensive qui vient répondre à une modernisation exogène.

La partie « Eclairages », aborde deux sujets. Le premier sous la plume de J. Creel, évoque le « grand emprunt national » envisagé par le président de la République française. On peut ainsi y découvrir ses modalités de lancement ou de contrôle, les affectations des fonds relevés. Les enjeux et les polémiques qui accompagnent ce projet sont aussi mis en perspective. Sur ce dernier point, J. Creel tente de répondre à la question de savoir si le lancement du « grand emprunt » n'est pas de nature à accentuer la dette publique. Pour cet auteur la mise en place d'une réflexion sur les bonnes pratiques de politique budgétaire et une analyse des conséquences des choix opérés dans ce cadre seraient de nature à atténuer les effets négatifs prévisibles.

Un second, signé J.-L. Auduc, de l'IUFM de Créteil, tente d'analyser les enjeux et les incidences de la réforme des IUFM et celle de la formation des enseignants, susceptibles d'affecter la professionnalisation de ces derniers. L'auteur met en relief les conséquences du rattachement des IUFM à l'Université, ce qui fera d'eux des écoles internes, leur fera perdre leur autonomie budgétaire, leur liberté de production des travaux et de définition des profils de poste.